

Le Monde 3-4/11/02 p 4

Chypre, premier test européen pour les futurs dirigeants turcs

Le gouvernement issu des élections législatives devra très vite s'engager sur le dossier de l'île divisée

LA QUESTION chypriote va très vite avoir valeur de test de la politique européenne du nouveau gouvernement turc qui sera formé après les élections législatives du dimanche 3 novembre.

En décembre, les Quinze doivent confirmer, au cours de leur sommet de Copenhague, que Chypre adhèrera à l'Union en 2004, dans la nouvelle vague d'élargissement prévue à cette date. L'Union a toujours espéré, sans trop y croire, que cette adhésion forcerait les responsables chypriotes et la Turquie à trouver au préalable un règlement de la division de l'île. A défaut, elle s'est résolue à signer l'accord d'adhésion avec le seul gouvernement de Nicosie, représentant légal, aux yeux de la communauté internationale, de la République de Chypre. Dans ce cas, une clause du traité d'adhésion préciserait que ces dispositions s'appliqueraient à l'ensemble de l'île dès qu'il sera mis fin à la division.

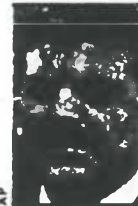
Depuis qu'en 1974 le nord de l'île a été occupé par les troupes turques intervenues pour défendre la communauté turque contre les visées annexionnistes de la Grèce des colonels, celle-ci est coupée en deux par une sorte de rideau de fer

qui passe au milieu de la capitale. La partie turque, dont les Chypriotes grecs ont été expulsés, représente 33 % du territoire pour seulement 120 000 habitants, contre 600 000 environ côté chypriote grec. Elle est administrée par le gouvernement d'une République autoproclamée de Chypre-Nord, présidé par le vétéran de la cause turque Rauf Denktash, qui réclame, pour un éventuel règlement, la partition de l'île en deux entités souveraines liées dans une vague confédération. Les Grecs veulent au contraire une structure fédérale au sein de laquelle les deux parties seraient représentées proportionnellement dans une île démilitarisée, c'est-à-dire évacuée par les troupes turques.

JEU DU CHAT ET DE LA SOURIS

L'approche de l'élargissement a provoqué une relance des négociations sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Des rencontres régulières ont eu lieu depuis le début de l'année entre le président Glafkos Cléridès et son vieil adversaire de toujours, Rauf Denktash. Le 15 novembre, l'ONU doit remettre un rapport très attendu pour proposer de nouvelles solutions.

Les hésitations des Européens sur l'entrée de la Turquie, un jour, dans l'Union, ajoutent à l'incertitude. Le gouvernement turc sortant de Bülent Ecevit, qui a fait passer nombre de réformes politiques demandées par les Quinze et attendait d'en être récompensé par la fixation d'une date d'ouverture de négociations, s'est plaint de ne pas avoir reçu de réponses claires du



« L'Union européenne doit attendre si elle veut contribuer à une solution »

ABDULLAH GUL

sommet de Bruxelles, le 25 octobre. Les Quinze y ont néanmoins fait savoir qu'ils étaient sensibles à ces réformes et qu'ils ne fermaient aucune porte pour le moment.

De part et d'autre, on joue un peu au chat et à la souris, tout le monde attendant que l'autre fasse le premier pas. Il reste de fortes réticences en Europe à accepter l'idée que la Turquie musulmane intègre un jour l'UE. Un geste d'Ankara sur Chypre, d'ici au sommet de Copenhague, placerait cependant ceux qui s'y opposent en posi-

tion délicate. Même la Grèce et les Chypriotes grecs se sont déclarés en faveur de cette intégration si les Turcs confirment leurs dispositions à se normaliser. « Plus la Turquie se comporte comme un pays d'Europe, mieux cela est pour nous », estime le ministre chypriote des affaires étrangères, Ioannis Kasoulidès, qui vient d'effectuer une visite de trois jours à Paris.

Il reste qu'il sera délicat pour le futur gouvernement turc de s'engager très vite sur Chypre sans contrepartie tangible. Même si ce gouvernement maintient la ligne d'ouverture à l'Europe, il devra tenir compte de l'armée, qui conserve une voix prépondérante au sein du Conseil national de sécurité. Le principal candidat du Parti de la justice et du développement (AKP) pour diriger le gouvernement, en cas de victoire, Abdullah Gul, a averti qu'il faudrait aux nouveaux dirigeants du temps pour négocier une solution, prévenant que l'entrée de Chypre dans l'Union sans l'aval d'Ankara provoquerait des tensions durables. « L'Union européenne doit attendre si elle veut contribuer à une solution », a-t-il déclaré au *Financial Times*.

Henri de Bresson